

Deux faits permettent de faire clairement le point de la situation diplomatique: A Paris le vote écrasant des membres de l'O.N.U. pour enlever aux Soviétiques le droit de veto en cas d'agression et à Tokio les déclarations du premier Japonais Hoshida décidant de conclure un traité de Paix avec Chang Kai Chek et non avec Mao Tsé Tung. On mesure ainsi l'affaiblissement du prestige russe et l'ascension de la puissance américaine.

A l'O.N.U.

C'est en effet par 51 voix sur 60 et trois abstentions, celles de l'Indonésie et l'Argentine, contre les 6 voix du bloc oriental, que la proposition de remettre à l'Assemblée Générale des Nations-Unies le droit de désigner l'agresseur à la majorité des deux tiers et de prendre les mesures de défense collectives appropriées, a été approuvée. Le Conseil de Sécurité où, en pareil cas, le droit de veto pouvait paralyser l'action des nations appelées aux armes pour secourir le pays attaqué, se trouve dépossédé de cette prérogative. Le fait que les pays arabes dont la neutralité était jusqu'ici dictée par leurs conflits avec les puissances occidentales se soient ralliés à cette proposition dit assez le peu de confiance du monde dans la parole soviétique.

Il y a longtemps déjà que nous signalons cette évolution de l'opinion mondiale. Les discours agressifs de Vichinsky l'ont précipitée. Aussi quand le représentant des Soviétiques a annoncé avec emphase qu'il faisait au plan de désarmement une concession majeure en acceptant que l'interdiction de l'arme atomique soit accompagnée simultanément du contrôle des industries qui la produisent, cette proposition, qui en d'autres temps aurait fait sensation (puisque les Russes consentent en fait pour la première fois à ce qu'un contrôle international s'installe chez eux) a été accueillie avec méfiance et simplement renvoyée pour étude à la Commission du désarmement récemment créée. Les Bolcheviks par leur mauvaise foi ont peu à peu détruit de leurs propres mains cette chose si précieuse qu'est un instrument diplomatique.

Le Japon.

On sait que Staline à l'occasion de la nouvelle année avait envoyé au peuple japonais un message d'amitié leur souhaitant de se délivrer comme l'avaient fait les peuples soviétiques de la domination étrangère. Par leurs agents les Russes avaient fait des sondages auprès des autorités Japonaises pour leur faire connaître les avantages d'une reprise du commerce avec la Chine et le monde soviétique. La réponse est claire: Tokio traitera avec Formose et non avec Moscou et Pékin.

Les offres soviétiques étaient pourtant sincères. La Russie et ses Satellites ont un pressant besoin d'étendre leurs relations économiques. Depuis le renforcement du blocus américain qui vise à empêcher les matières dites stratégiques de passer le rideau de fer en contrebande, les Soviétiques éprouvent des difficultés croissantes à s'approvisionner en machines-outils et en métaux rares indispensables à leur industrie. Ils doivent pour cela les payer très au-dessus des cours mondiaux avec l'or de leurs mines et non sans risques de saisie. Aussi les Soviétiques ont-ils convoqué une conférence internationale à Moscou en Avril, pour rétablir si possible des relations commerciales favorables avec le monde extérieur.

Une erreur de M. Lippmann.

Walter Lippmann déplore précisément l'interruption des relations commerciales entre l'Ouest et l'Est. Il affirme que priver l'Allemagne et le Japon et aussi l'Angleterre de leurs débouchés traditionnels et de leurs sources d'approvisionnement est une erreur qu'on ne pourra ni ne devra prolonger. Théoriquement exacte, cette affirmation ne l'est pas autant dans la pratique. On sait, en effet, que la Suède et l'Angleterre ont fait, avant l'embargo et depuis, des efforts constants pour augmenter le volume de leurs échanges avec l'Est. En fait, ces échanges se sont trouvés difficiles parce que le bloc oriental n'a pas grand chose à offrir. Les Soviétiques n'ont même pas pu tenir leurs engagements et les transactions se sont trouvées réduites très loin des prévisions établies. Les matières premières qui seraient précieuses à l'Occident sont encore plus rares à l'Est. Si le commerce était libre certains industriels y trouveraient leur compte mais dans la balance le monde libre s'appauvrirait plus qu'il ne gagnerait et le chiffre global des échanges n'apporterait ni à l'Allemagne ni au Japon l'équilibre économique d'autrefois.

La crise du Sterling.

La crise financière du bloc sterling est en ce moment discutée à Londres par les Ministres des finances du Commonwealth. Une solution doit être trouvée coûte que coûte et malgré tous les démentis, il faudra bien s'accorder sur une nouvelle dévaluation de la Livre. Cette dévaluation qui la ramènerait ramènerait à 2,25 pour un dollar est d'ailleurs en fait déjà presque accomplie puisqu'elle ne vaut que 2,37 en marché libre. De même pour le franc qui suivrait et qui vaut 440 pour un dollar au lieu 350 officiellement.

Cette mesure ne sera d'ailleurs qu'un ballon d'oxygène. A la longue on ne voit pas par quels moyens l'Angleterre pourrait empêcher le bloc sterling de se désagréger. Déjà le Pakistan et Ceylan sont au bout de leur résistance. Une restriction draconienne des importations en provenance du bloc dollar paralyserait le développement des pays qui ont un urgent besoin de s'équiper. Tôt ou tard une unification monétaire s'imposera et la livre cessera de jouer un rôle essentiel dans les échanges mondiaux au profit d'une monnaie de compte universelle soutenue par le dollar.

L'Armée européenne.

La prépondérance américaine, surtout depuis que le général Eisenhower a accepté d'être candidat à la présidence, s'affirme chaque jour plus fortement. Le projet d'armée européenne qui paraissait en question vient de faire un progrès décisif. La crise ministérielle en Belgique aujourd'hui résolue n'est pas sans relation avec la pression de Washington pour obtenir le ralliement de ce pays à une formule de participation militaire et financière. Churchill a sans doute dû consentir à Washington à s'entretenir dans ce sens.

La politique de Truman qu'Eisenhower continuera visé à la défense commune et à l'unification du monde libre. La visite à grand spectacle de toute la flotte américaine de Méditerranée en Espagne et les déclarations du ministre Artajo reflètent les mêmes intentions.

Quant à la conférence de New-York pour la défense commune du Sud-Est Asiatique, si elle n'a pas abouti à des résolutions concrètes ne marque pas moins la volonté des Occidentaux de résister à la menace que les Chinois font peser dans cette partie du monde.

D'ailleurs, la politique soviétique semble indécise. A Pan Mun Jon si les pourparlers n'avancent guère, il n'y a pas rupture et si les Chinois aident Ho Chi Minh, ils ne lui donnent pas les moyens de vaincre. Cette hésitation prolongée dans l'action soviétique est mise au compte de la santé de Staline qui a dû subir une opération le 19 décembre et dont les jours sont, paraît-il, comptés. La succession du Tsar rouge pose de tels problèmes intérieurs qu'elle exclurait toute initiative contre la paix du monde pour longtemps, sinon pour toujours.

CRITON.